

Jeudi 13 janvier 2022 à BORDEAUX, plus de 3 000 manifestants !

près de 300 écoles girondines en grève

et des dizaines de délégations de collèges et lycées !

Face au rejet massif qui s'exprime, le gouvernement doit répondre immédiatement !

Cette situation ne peut plus durer !

« Jean-Michel Blanquer !
On se laissera pas faire
Tu fous l'école en l'air
On veut des fonctionnaires !
Des listes complémentaires !
De meilleurs salaires !
Et l'protocole on n'en veut pas ! »

Au coude à coude avec les personnels de l'éducation nationale : l'union départementale FO de la Gironde et ses syndicats des fédérations de services publics et de santé, de l'énergie, des pages jaunes, de la poste, des parents d'élèves ... pour exiger des moyens, des postes à l'Education nationale.

Intervention de la FNEC FP FO 33 à la fin de la manifestation

Aujourd'hui, Jeudi 13 janvier la colère des personnels explose. Confrontés aux protocoles Blanquer qui génèrent le chaos dans les écoles et les établissements, aux ordres et aux contordrements personnels, les personnels ont dit « stop ! » et ont massivement décidé la grève. Des manifestations, des rassemblements, des

assemblées générales de grévistes sont convoquées dans tout le pays.

Ici à Bordeaux, nous sommes plus de 3000. **Ce matin, 80 personnels se sont rassemblés en Assemblée Générale, avec leurs organisations syndicales FSU, FO, CGT et SUD et ont adopté un appel à l'unanimité :**

Nous estimons que cette journée de grève historique, doit être prolongée pour obtenir satisfaction sur nos revendications :

Il faut un plan d'urgence pérenne pour l'Education nationale !

- *Création immédiate de tous les postes nécessaires à l'Education nationale*
- *Recours aux listes complémentaires des concours*
- *Titularisation/stagiairisation de tous les contractuels et précaires.*
- *Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH et les AED*
- *De réelles mesures de protection*
- *Augmentation immédiate de nos salaires*
- *Abandon de toutes les contre-réformes Blanquer, notamment celle du Bac*
- *Ni « Passe sanitaire », ni « passe vaccinal », pas d'opposition entre vaccinés et non vaccinés ! Levée immédiate des sanctions/suspensions envers les salariés. Arrêt de toute discrimination envers les usagers. Stop à la répression, soutien aux délégués syndicaux réprimés, notamment ceux de Clermont Ferrand dont l'AG appelle à participer au rassemblement du 1^{er} février.*

Nous donnons mandat à nos fédérations pour organiser une nouvelle mobilisation d'ampleur nationale.

Nous encourageons nos collègues à s'engager dans la grève interprofessionnelle du 27 janvier pour les salaires, pour des moyens à l'école et dans tous les services publics, aux côtés des salariés du privé, des autres agents de la fonction publique également victimes des mesures d'austérité du gouvernement.

Nous invitons tous nos collègues à se réunir dans les écoles/établissements/services :

- *A lister les revendications*
- *A multiplier les prises de positions pour les faire aboutir*
- *A associer les parents d'élèves, également salariés, au combat engagé.*

C'est un rejet inédit qui s'exprime, un rejet total des protocoles Blanquer. Les revendications sont claires. Cette grève n'est pas une grève « contre le virus » comme l'indique le ministre avec son mépris habituel.

Le ministre, le gouvernement doivent répondre, immédiatement. La situation actuelle ne peut perdurer. Les fédérations syndicales nationales, les organisations de jeunesse et la FCPE s'adressent au Premier Ministre pour être reçus « dans les plus brefs délais ».

La FNEC FP-FO 33 invite les personnels à se réunir et à discuter de la poursuite de la mobilisation pour faire entendre raison au gouvernement.

Les syndicats doivent être entendus, les personnels doivent être entendus, les parents d'élèves doivent être entendus.

Et si le gouvernement ne répond pas : la question de la manifestation nationale en direction de Messieurs Macron, Castex ou Blanquer n'est-elle pas à l'ordre du jour ?

